

**RAPPORT SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS DU RIPESS
À L'ESPACE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DU FORUM SOCIAL MONDIAL 2005**
René Lachapelle, GESQ

Le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) a été associé, dans le cadre du Forum social mondial de Porto Alegre 2005, à l'organisation de sept ateliers thématiques, de deux rencontres de présentation et de promotion de la 3^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité qui aura lieu à Dakar (Sénégal) du 22 au 26 novembre 2005 et d'un séminaire de synthèse des activités RIPESS au FSM.

Programme des ateliers et assemblées RIPESS

Jeudi 27 janvier – 8 : 30 h – Atelier du CECI avec la coopération du RIPESS (I 108)

Le commerce juste et équitable : les producteurs ont la parole

Introduction par Gérald Larose, animation Michel Chaurette; Interventions :
Antonia Rodriguez, *Asociación Artesanal Boliviana « Señor de Mayo »* (ASARBOLSEM);
Simone Zoundi, Fédération nationale des industries agroalimentaires et de transformation du Burkina Faso (FIAB);
Andrée Bouchard, MondÉquitable/Dix Mille Villages (Québec);
Bhim Prasad Shrestha, Federation of Community Forest User Groups of Nepal (FECOFUN);
Pierre Jobin, mouvement MAÉ-MAÉ - UPA-DI.

12 : 00 h – **Assemblée publique** d'information du RIPESS (I 108)

Interventions de Abdou Salam Fall, Nedda Angulo Villareal, Humberto Ortiz Roca, Gérald Larose et Nancy Neamtan.

Vendredi 28 janvier – 8 : 30 h – Atelier GRESP et RIPESS (I 106)

Économie sociale et politiques publiques

Animation Moussa Taye, Action Aid; Humberto Ortiz Roca – Interventions :
Abdou Salam Fall, président du RIPESS;
Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale;
Dione Manetti, ministère du Travail du Brésil;
Samuel Thirion, Conseil de l'Europe;
Louis Favreau, Chaire de recherche en développement des collectivités-UQO.

8 : 30 h – Atelier INAISE, RIPESS et PSES (I 205)

Mettre en réseau les organisations de finance solidaire pour renforcer l'économie solidaire

Animation Viviane Vandemeulebrouke, INAISE, Yvon Poirier, GESQ –
Interventions :
Giovanni Acquati, Coop Mag2 Finances;
Frans DeKlerck, INAISE;
Peter Quarmby, Community Sector Banking, Australia;
Gérald Larose, Caisse d'économie solidaire du Québec

Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire
BP 611211524, Point E
Dakar Étoile, SÉNÉGAL
Tél. (221)825-8590 et (221)571-4096 Fax : (221)825-3238
Courriel : dakar2005@ripess.org
www.ripess.org

12 : 00 h – Atelier GRESP et RIPESS (I 108)

La economía solidaria, una propuesta de economia al servicio de las personas

Animation Isamel Munoz Portugal – Interventions

Luis Razetto, Chili;

José Luis Corragio, Argentine;

Humberto Ortiz Roca, Pérou;

Louis Favreau, CRDC-UQO GESQ;

Abdou Salam Fall, RIPESS.

15 : 30 h – Atelier RIPESS et RCDÉC (C 603)

Économie sociale et solidaire et développement local

Animation Éthel Côté, RCDÉC – Interventions

Michael Lewis, CCEDNet;

Khassim N'Dour, Niayes-Export;

Ismael Munoz, GRESP;

Ana Mercedes Sousa, Forum Economia Solidaria Rio Grande do Sul

Samedi 29 janvier – 8 : 30 h – Atelier GRESP, RIPESS, Marche mondiale des femmes (I 104)

Nocion de riqueza y equidad de genero en la economia

Animation Nedda Angulo Villareal, GRESP-RIPESS – Interventions de Madeleine Hersent, Mouvement de l'économie solidaire, France;

Ana Maria R. Nemenzo, Freedom from Debt Coalition, Philippines;

Myriam , Marche des femmes du Brésil;

Éthel Côté, RCDÉC - RIPESS;

Diakagbe Kaba, Groupe d'économie solidaire de la Guinée et Marche mondiale des femmes;

Magdalena Leon, Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economia y Marcha Mundial de Mujeres

12 : 00 h – Atelier ENDA et RIPESS (I 202)

Réponses populaires face aux privatisations

Animation Cheik Guye ENDA – Interventions de

Cherif Chako, Niger;

René Lachapelle, GESQ;

Oumar Wann, Guinée;

David Thompson, Jobs Australia

Dimanche 30 janvier – 9 : 00 h – **Assemblée publique** sur le programme de la Rencontre de Dakar (I 601)

Animation Abdou Salam Fall et Gérald Larose – Michael Lewis, Comité du programme RIPESS

15 : 30 h – RIPESS, GESQ, GRESP, GSESS, INAISE, ENDA, CCEDNet, CLCRI (I 103)

Séminaire de synthèse sur l'économie sociale solidaire

Animation Abdou Salam Fall et Éthel Côté – Rapports synthèse de Michel Chaurette sur le commerce équitable; Karine M'Bengue sur le politiques publiques; Yvon Poirier sur les finances solidaires; Thierno Diagne sur le développement local; Idiatou Bah sur les questions de genre; René Lachapelle sur l'économie sociale au service des personnes et Yvon Poirier sur les alternatives aux privatisations

19 : 00 h – Espace 6 – Rencontre de convergence des réseaux

Synthèses du RBSES et des autres réseaux promoteurs d'activités

René Lachapelle présente un aperçu synthèse des ateliers du RIPESS

Gérald Larose en ouverture des travaux publics du RIPESS soulignait que l'économie sociale solidaire avait fait l'objet d'une *Déclaration* lors de la Rencontre de Lima en 1997, que la Rencontre de Québec en 2001 avait permis la création d'une commission de liaison dont les travaux ont permis de lancer le projet du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) et que nous sommes en préparation d'une troisième Rencontre internationale de globalisation de la solidarité qui aura lieu à Dakar en novembre 2005. La perspective du RIPESS c'est de **permettre aux entreprises**



d'économie sociale de passer du micro au macro afin que l'économie sociale solidaire devienne significative dans nos sociétés. C'est **un projet de société en rupture avec l'idéologie néolibérale**.

La mouvance de l'économie sociale solidaire travaille activement sur une compréhension commune des concepts utilisés dans la définition de ce projet alternatif de société qui mise sur les personnes et l'équité dans les rapports hommes-femmes. Le thème de la Rencontre de Dakar, *Renforcer le pouvoir des peuples*, est encore plus expressif en anglais : **Empowering Peoples**. L'événement répond aux préoccupations des acteurs d'**établir des liens et de consolider des réseaux**. Il constitue une manifestation concrète que nous pouvons non seulement résister au néolibéralisme, mais aussi développer des alternatives réalistes. Le RIPESS a été visible lors du Forum social mondial 200-5 et plusieurs ont exprimé des attentes à l'égard de la Rencontre de Dakar.



L'atelier animé par le CECI a donné la parole aux opérateurs et aux distributeurs du **commerce équitable**. Les échanges ont manifesté que les producteurs y voient une reconnaissance de leur activité non seulement au niveau économique, mais aussi au niveau social. Le commerce équitable contribue à la revitalisation des communautés et ses retombées vont au-delà de l'emploi et du revenu. Il permet une prise de pouvoir dans les communautés qui va jusqu'à modifier la gouvernance locale. Le défi au Nord c'est de faire connaître et reconnaître les

produits équitables tout en contrant les vellétés des grandes chaînes de récupérer cette valeur ajoutée en-dehors de nouvelles relations avec les producteurs du Sud. Enfin l'atelier a permis de préciser que le volume des échanges ne suffit pas et qu'il faut modifier les rapports au marché : la proposition du mouvement MAÉ-MAÉ de faire reconnaître dans les accords internationaux de commerce six droits pour les paysans du monde afin de permettre la maîtrise du territoire par ceux et celles qui y vivent.



Dans le champ des **politiques publiques**, l'économie sociale solidaire introduit un nouveau paradigme selon lequel ces politiques doivent faire l'objet d'une coproduction de la société civile et de l'État. Dans le Nord, cela renvoie à la restauration de l'État social et dans le Sud à la construction d'États sociaux actuellement inexistant. Les alliances avec les mouvements sociaux sont déterminantes pour y arriver car les États sont aux prises avec les contraintes héritées du passé et des interventions du FMI et de la Banque mondiale. Les politiques publiques sont la médiation nécessaire pour passer des initiatives micro économiques à la régulation macro économique et faire en sorte que l'économie sociale prenne sa place au rang des grandes politiques d'intérêt général. Le Conseil de l'Europe a développé *une nouvelle stratégie pour la cohésion sociale* qui est une bonne illustration d'outils de dialogue entre la société civile et l'État. Dans les pays du Sud, l'économie sociale s'inscrit dans un processus de longue durée qui passe par des gouvernements locaux démocratiques.

Les **finances solidaires** ce sont d'abord des gens qui mettent en commun leurs épargnes pour soutenir des entrepreneurs dans une perspective de développement local. Le terme renvoie à une grande diversité d'activités sur tous les continents. Le défi c'est de créer un réseau international de finances solidaires. Les rencontres ont mis en évidence la volonté d'en arriver à créer un outil financier international.



L'économie sociale n'est pas seulement une façon d'entreprendre, c'est aussi un projet de société alternatif à l'idéologie marchande. Il ne faut pas nous laisser piéger par la perspective

dominante qui maintient tant de personnes en-dehors de l'économie. Une **économie au service des personnes** c'est possible et cela passe par une transformation des structures sociales et une économie du partage axée sur la solidarité et la qualité de vie : ce qui est socialement nécessaire a une valeur économique. L'économie sociale solidaire constitue une médiation entre le micro et le macro qui émerge à travers de multiples initiatives à l'échelle locale. La conjoncture internationale actuelle est ouverte à une contribution de l'économie sociale. Nous devons agir stratégiquement en alliance Nord-Sud.



La Rencontre de Dakar peut nous permettre de rendre visible *une économie qui met la personne à l'avant-scène et propose une perspective de changement social et de transformation des rapports sociaux.*



L'économie sociale s'inscrit naturellement dans le **développement local** où elle contribue à la réalisation concrète d'enjeux globaux : elle assure le lien du local au global. On se retrouve donc avec une pluralité de démarches qui intègrent toutes les composantes de l'économie et du social à partir des réalités locales. Cela soulève des enjeux de démocratisation, d'alliance avec les mouvements sociaux et de rapports avec les entreprises qui ont toutes des responsabilités sociales. L'économie sociale repose sur la mobilisation des acteurs, la prise en compte des points de vue des gens. L'expérience d'agriculture durable dans les Niayes du Sénégal et celle de Villa El Salvador au Pérou illustrent bien que cela est possible.

La **question du genre** soulève l'enjeu de construire un nouvel ordre économique mondial dans lequel les femmes ont toute la place qui leur revient. Dans les pays du Sud, leur activité constitue l'essentiel de l'économie informelle, mais c'est une contribution dévalorisée. Il faut rendre visible la contribution des femmes à l'activité économique et valoriser leurs compétences afin qu'elles accèdent au pouvoir. Les alliances entre les femmes sont essentielles pour établir des passerelles du local au global et rendre possible une citoyenneté active des femmes. La question du genre relève des rapports hommes – femmes et la



comme un enjeu transversal dans tous les ateliers plutôt que de faire l'objet d'une approche thématique.

réponse passe par une nouvelle distribution du travail domestique et l'établissement de politiques qui reconnaissent la contribution des femmes dans l'économie et leur place dans le développement local. L'économie sociale est un lieu d'éducation à l'action citoyenne et de mobilisation des femmes. Dans la programmation de la Rencontre de Dakar, l'on souhaite que la question de genre soit traitée

Les politiques d'ajustement structurel entraînent des **privatisations** au Nord comme au Sud. Dans les pays du Nord, même si les États adoptent l'idéologie libérale qui fonde ces stratégies, les mouvements sociaux, en particulier le mouvement syndical, ont développé des outils collectifs pour résister et soutenir les initiatives de reprise en main par les populations locales. Au Sud, l'État a démissionné et la société civile n'est pas organisée. Le manque de ressources de base au niveau de l'alimentation, du logement et des soins de santé rend la résistance difficile : on attend des solutions de l'aide internationale. Au Nord comme au Sud, la contribution de l'économie sociale solidaire au développement d'alternatives populaires aux privatisations passe par les moyens que contrôle la population locale comme la micro finance et par l'apprentissage de l'entrepreneuriat. L'approche coopérative des ONG australiennes a permis la communautarisation plutôt que la privatisation de la majeure partie des services d'emploi. Il faut résister, mais aussi proposer et avoir les moyens de le faire efficacement.